

# A voix haute

Jean-Baptiste de Foucauld,  
président de Solidarités nouvelles contre le chômage.

## “Il faut rompre le pacte faustien passé avec le marché”

Une heure pour un retour à l'essentiel. Un détour indispensable.



“Le programme est chargé : il s'agit ni plus ni moins de réconcilier le social, l'écologique, l'économique et l'éthique, voire le spirituel. Pour y parvenir, on a besoin plus que jamais d'une réflexion qui unifie le Tout. Tant que cette vision du tout ne sera pas trouvée et donnée, les parties ne bougeront pas ou alors très difficilement.”

Par Philippe Plassart

Une voix douce. Derrière le tohu-bohu médiatique dominé par les faux prophètes dont le seul atout est de parler plus fort que les autres, il y a des points de vue solides, originaux et surtout enrichis et validés par l'expérience. Comme celui de Jean-Baptiste de Foucauld. L'approche de la crise et de ses conséquences par ce haut fonctionnaire engagé de longue date dans le social, d'abord aux côtés de Jacques Delors, sonne de prime abord comme le rappel à l'ordre d'un moraliste. Mais le “moine fonctionnaire” n'en appelle pas, loin s'en faut, à une “société triste”. Lucide, il sait rendre

son discours exigeant, sympathique et entraînant : “La panne de sens, voilà la question. Il faut créer du collectif et forger des concepts nouveaux et rassembleurs.” Et de lancer cette piste “Le bonheur autrement” ? En même

### “La panne de sens, voilà la question. Le bonheur autrement ? Il faut créer du collectif et forger des concepts nouveaux et rassembleurs”

temps, l'homme qui a fréquenté les arcanes du pouvoir - il a été Commissaire général au Plan - en connaît les écueils et surtout les velléités. Voilà pourquoi il réfléchit avec son réseau associatif à

l'élaboration d'un “pacte civique” à la façon du “pacte écologique” de Nicolas Hulot avec l'idée de le mûrir à point pour 2012.

Nous vivons un changement d'époque, un changement d'ère, un basculement comme celui de 1973-1974. A l'époque, j'avais eu le pressentiment que l'on s'engageait durablement dans un monde différent, marqué par le chômage et le sous-emploi. De fait, la société (française) n'en est jamais vraiment sortie. Aujourd'hui, on sent percer chez certains le désir de repartir comme avant, comme s'il ne s'était rien passé. Grave illusion. La situation actuelle résulte de l'agrégation de plusieurs crises sous-jacentes qui cheminaient insidieusement de façon séparée et qui ont surgi simultanément, donnant un caractère systémique exceptionnel aux événements. Les voix pertinentes qui pointaient les risques avant la crise n'ont pourtant pas manqué. Mais elles étaient sans doute trop douces ou aimables et n'ont pas été entendues. La dimension globale de la crise va nous pousser, sans échappatoire possible, à penser global. Jusqu'ici la glo-

*“Les voix pertinentes qui pointaient  
les risques avant la crise n'ont pas manqué.  
Trop aimables ; elles n'ont pas été entendues”*

balisation économique et financière s'est opérée en laissant de côté le domaine social et politique, et en ignorant les dimensions éthiques et spirituelles. La crise nous oblige à passer d'une globalisation simplifiée et simplificatrice, donc réductrice, à une vraie globalisation, à une globalisation vraiment globale, qui suppose de retrouver le sens de la totalité : la prise en compte “du tout” n'est pas la simple addition des parties.

#### Les effets de la crise

Cette crise a des effets aggravants mais elle peut aussi accélérer les prises de conscience. Elle a déjà rendu possibles des attitudes que l'on pensait inconcevables comme par exemple la mise en cause concrète des hautes rémunérations excessives et injustifiées. De même, la crise a remis sur le devant la question du partage du travail - via par exemple le développement du chômage

partiel, évidemment préférable aux licenciements secs. Cela montre que les esprits peuvent évoluer. Il n'y a cependant rien d'automatique et il reste beaucoup à faire. Je regrette que l'on n'aille pas plus loin en remettant en cause par exemple les exonérations de charges sociales des heures supplémentaires. Les appels à l'entraide et à la solidarité demeurent étonnamment faibles. La voix des chômeurs dans les débats publics et leur représentation dans la société, dans ou à côté des syndicats, reste mal prise en compte. Cette fonction d'écoute n'est pas remplie. Je rêve aujourd'hui d'un

*“Invitez-les chômeurs à dîner,  
essayez de réfléchir avec eux à leur recherche.  
Ecoutez les au lieu de les juger”*

appel où on dirait à tout le monde, “faites quelque chose pour les personnes au chômage autour de vous, invitez-les à dîner, prenez du temps pour les écouter, essayez de réfléchir avec eux à leur recherche. Ecoutez au lieu de juger. Et puis, si vous voulez en faire plus, rejoignez les associations qui, concrètement, aident des chômeurs”. Cela peut faire boycott mais j'assume. L'entraide organisée qui permet à chaque citoyen de s'investir personnellement dans l'action pour l'emploi est possible, c'est l'essence même de l'association Solidarités nouvelles contre le chômage née il y a 25 ans. Elle repose sur la constitution de groupes de solidarité. Ceux qui y participent donnent temps et argent à la mesure de leurs capacités pour accompagner des demandeurs d'emploi et si besoin créer des emplois pour eux. L'expérience a montré que pour aider efficacement, il faut sortir de l'individualisme et se regrouper. Créer du lien. C'est pourquoi nos aidants fonctionnent systématiquement en binôme

#### Le modèle français

La France n'a, à aucun moment, trouvé la voie du retour au plein emploi. Elle patine entre le refus du modèle libéral, avec ses injustices, ses inégalités, avec son choix de la quantité plutôt que la qualité - la dérégulation facilite la création d'emplois certes mais

mal payés et précaires - et le rêve du modèle nordique qui pour s'appliquer implique des vertus civiques et collectives qui ne sont pas notre point fort. Résultat : nous n'avançons pas et le soi-disant modèle français affiche, sur ce point, de piètres performances. Nous rêvons du modèle suédois avec l'individualisme français et les impôts américains ! Une façon de ne pas choisir. Ma conviction est que le retour au plein emploi de qualité est possible, mais qu'il a un coût et que nous n'avons pas été capables jusqu'à présent d'en accepter le prix. Je plaide par exemple pour une assurance chômage universalisée qui bénéficie à tous, y compris aux créateurs d'entreprise, et soit financée par tous, c'est-à-dire incluant des cotisations chômage sur les traitements des fonctionnaires même si ces derniers sont protégés de ce risque de par leur statut. L'appréhension du problème de l'emploi tend malgré tout à s'améliorer. On commence à mieux comprendre l'importance du soutien à l'initiative sous toutes ses formes. De même les régulations sala-

*“Nous rêvons du modèle suédois  
avec l'individualisme français et les impôts  
américains ! Une façon de ne pas choisir”*

riaux s'améliorent en demandant moins au salaire minimum et plus à la négociation et en modulant les salaires en fonction du résultat. Le service public unifié de l'emploi devrait améliorer peu à peu ses prestations. Face à la progression fulgurante du chômage du fait de la récession, il faut cependant aller plus loin : taxer la recherche de taux de rentabilité exagérés, soutenir l'économie sociale et solidaire, mettre à disposition des opérateurs un volume stable et prévisible de contrats aidés, donner aux demandeurs d'emploi une priorité d'accès à la formation, étendre aux cotisations d'assurance-chômage et de retraites complémentaires les allègements de charges sur les bas salaires, ouvrir aux jeunes en difficulté qui s'engagent dans un parcours vers l'emploi l'équivalent des bourses étudiantes ou du RSA (un capital insertion et formation), etc.

# A voix haute

## La responsabilité du politique

Cette crise a fait éclater cette vérité oubliée : le système de marché ne peut pas fonctionner sans un bon système de redistribution. La technique des subprimes mise en place pour suppléer la faiblesse des revenus d'activité ou des aides au logement s'est révélée désastreuse en créant du mauvais endettement. On ne peut pas demander à la finance de faire le travail d'un système redistributif.

Les autorités politiques doivent définir la juste part de la redistribution. Cette dernière ne doit être ni trop lourde - pour ne pas empêcher la créativité - ni trop légère pour ne pas laisser les gens livrés à eux-mêmes face au marché. Le problème américain, c'est l'insuffisance du système redistributif, mais le système européen, plus robuste, doit trouver quant à lui le bon niveau de redistribution qui ne gêne pas le développement de la production. On ne peut plus produire sans penser à redistribuer, ni redistribuer sans

*“On ne peut plus produire sans penser à redistribuer, ni redistribuer sans penser à produire les conditions de cette redistribution”*

penser à produire les conditions de cette redistribution.

Dans des économies matures et tertiariées comme les nôtres, le surplus à distribuer chaque année tourne en moyenne entre 1 % et 2 %. Nous gardons en tête les références des “Trente Glorieuses” tant en termes d'activité que de consommation, deux à trois fois plus élevés. Ces rythmes de croissance ne sont plus là. L'un des problèmes majeurs de la société occidentale moderne, c'est que les désirs exprimés et validés sont supérieurs aux moyens de les satisfaire. Les 2 % d'accroissement annuel de richesse sont largement absorbés par l'accroissement mécanique de la protection sociale (les dépenses de santé, notamment, croissent structurellement plus vite que le PIB). A cela s'ajoutent désormais les dépenses quasi incontournables liées aux nouveaux standards de vie, souvent à forte composante technologique (portables, Internet) qui pèsent fortement sur les bas revenus.

## L'écologie

La question de la redistribution va donc revenir en force, et cela d'autant plus que l'on se heurte aussi à la limite écologique, qui pèse elle aussi sur les plus faibles. Il va falloir faire preuve d'imagination. Un exemple ? Les droits à polluer, les permis d'émission, qu'il faut réduire peu à peu. Ne conviendrait-il pas les distribuer par tête d'habitant au niveau mondial plutôt que d'attribuer le plus de droits aux pays les plus riches qui sont les plus gros pollueurs ? Pourquoi ne pas réfléchir à instituer un compteur individuel d'émission de CO2 ? Un tel outil permettrait de se rendre compte d'un fait rarement mis en avant : les plus économes en production de CO2 sont les pauvres et non pas les riches. Cette vision justifierait que les riches rachètent leurs droits pour couvrir leur production supérieure de CO2 alors qu'actuellement, le système

*“Il ne faut pas se voiler la face : besoin social et besoin écologique ne sont pas forcément compatibles”*

fonctionne à rebours. Il ne faut pas se voiler la face : besoin social et besoin écologique ne sont pas forcément compatibles. Ils peuvent même être antinomiques. Plus on utilise des ressources publiques pour alléger les contraintes écologiques, moins il y a d'argent disponible pour les besoins sociaux. Or, le développement durable, dans sa définition canonique, celle de madame Brundtland, c'est la satisfaction des besoins des générations actuelles sans sacrifier les besoins des générations futures. Trop souvent le développement durable est réduit aux questions d'environnement. On se projette dans le futur mais en faisant l'impasse sur les difficultés de ceux qui vivent dans le présent.

## Conception de la richesse

Tout le système fonctionne pour alimenter les désirs au-delà des possibilités de les satisfaire. Cela génère un besoin d'argent, donc de profit, et de rentabilité toujours plus élevé. Avec au final une bataille entre les acteurs pour se répartir le surplus. Un jeu avec quelques gagnants et pas mal de perdants, où les surprofits des uns font l'exclusion des autres. La question de la sobriété va désormais

*“La sobriété, c'est la morale de l'essentiel. Chacun a besoin d'un certain luxe (...) qui n'est pas possible, c'est de vouloir tous les luxes à la fois pour soi”*

s'imposer à nous. Il est de notre devoir d'inventer un nouveau concept de richesse. Pour ma part, je développe l'idée “d'abondance frugale”. Un oxymore pour souligner qu'on ne peut pas disposer de toutes les abondances en même temps. Il faut être plus sobre pour que le superflu des uns soit redistribué, selon des formules à imaginer, pour que chacun accède à l'essentiel. Ces dernières décennies, les désirs étaient en crue. Ils doivent rentrer dans le lit de

la rivière pour que la rivière coule mieux.

La sobriété, c'est la morale de l'essentiel. Chacun a besoin d'un certain luxe, mais ce luxe n'est pas le même pour tous. L'un a besoin de silence, l'autre de musique, le troisième de voyages, etc. Cela fait partie de l'abondance légitime à laquelle chacun devrait avoir droit. Ce qui n'est pas possible, c'est de vouloir tous les luxes à la fois pour soi. C'est une question de justice dans un monde aux ressources limitées.

Cette société de sobriété solidaire ne doit pas être une société triste, mais une société dans laquelle on vit mieux. Cette société doit donc être créative, mais la créativité doit être au service du sens. Le non-sens s'est beaucoup développé dans la société. Dans leur travail, beaucoup de gens sont obligés de faire des choses qui les mettent mal à l'aise avec eux-mêmes. Ils agissent un peu à contre-cœur parce qu'il y a la concurrence, la carrière, les besoins d'argent. Et puis s'ils se retrouvent au chômage, alors, tout d'un coup, leur vie perd son sens. La panne de sens ! Voilà une autre question fondamentale que pose cette crise. Il nous faut rompre avec le pacte faustien que nous avons passé avec le marché en nous remettant à lui pour créer la richesse. Ce pilotage automatique, selon l'expression de Stéphane Rozès, ne fonctionne plus. Il nous faut réapprendre à gérer, à affiner les mécanismes, à fabriquer de l'humain. Cela passe par une redéfinition des objectifs que la société s'assigne. On était en train de devenir inhumain. La crise nous oblige à retrouver l'humain.

## Pour un “pacte civique”

Il faut poser l'équivalence entre les besoins : matériels, relationnels et spirituels. Cela passe par une nouvelle articulation entre le temps professionnel, le temps relationnel et le temps intérieur. Il faut se donner pour objectif une société du travail à temps choisi dans le cadre de parcours professionnels sécurisés et dans un environnement sain et protégé. Le temps de travail choisi, c'est le levier de la sobriété et du sens. Il est essentiel pour mettre en œuvre les deux grands principes fondamentaux qui pourraient nous guider : plus de sobriété pour plus de justice et plus de créativité pour plus de sens. La créativité mise au service du seul argent se fourvoie vite. On l'a vu quand la finance a essayé de gagner plus sans se préoccuper de produire plus.

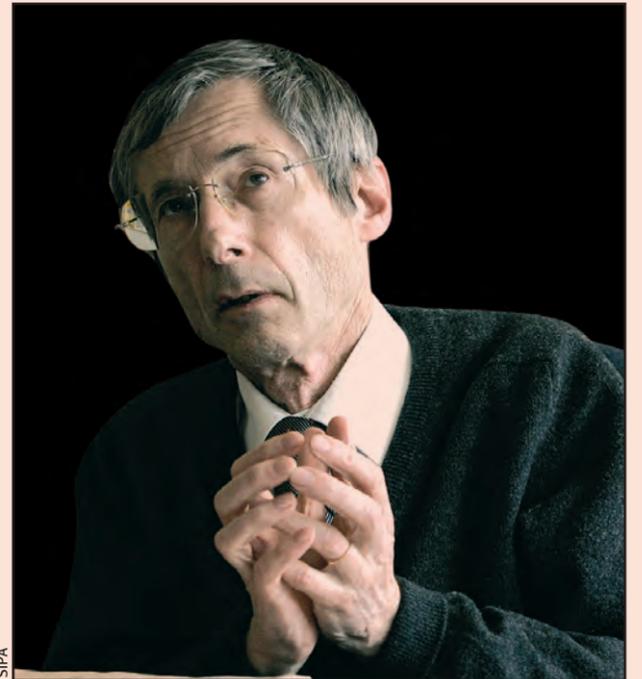
Faire une campagne électorale en mettant en avant la sobriété, alors qu'il y a tant de gens qui ont du mal à boucler leur fin de mois, voilà qui est bien lourd pour le système politique. La société civile doit donc aider celui-ci à faire cette mutation et à populariser ces valeurs et principes d'action, ces deux couples sobriété/justice et créativité/sens. Avec mes amis de “Démocratie et Spiritualité”, de “Vie Nouvelle” et un ensemble d'autres associations, nous réfléchissons aux termes d'un Pacte civique qui pourrait compléter utilement le pacte écologique tel qu'a pu l'élaborer Nicolas Hulot.

*“Il y a une fécondation mutuelle à susciter entre démocratie et spiritualité. C'est à mon avis une condition de réalisation du projet démocratique dans ce qu'il a de plus ambitieux”*

Un chantier à plusieurs entrées : comment améliorer la qualité du débat démocratique pour que le moins-disant ne soit pas le plus favorisé ? Comment retrouver une maîtrise citoyenne de l'économie, permettre à chacun d'être maître de son rapport à la richesse et au temps ? Toute personne au cours de sa vie active ne devrait-elle pas s'accorder une pause ? Pour ma part, j'ai travaillé plus de trois à mi-temps, à mi-salaire, et cette période a été très productive. Nous travaillons également sur l'institution d'un service civique universel, obligatoire et intergénérationnel, de l'ordre de trois à six mois. Et bien entendu, nous réfléchissons à une laïcité adaptée à la société multiculturelle qui est désormais la nôtre et à une réévaluation des valeurs démocratiques. Le projet transendant de la démocratie est de reconnaître à chacun de ses membres l'éminence de sa dignité, ce qui suppose de lui donner la possibilité de donner le meilleur de lui-même. Cela implique une attention à l'autre qui requiert une certaine capacité spirituelle. Les religions qui ont cette disposition d'esprit ont aussi des tendances autoritaires. Le climat démocratique les oblige à se tempérer. Donc il y a une fécondation mutuelle à susciter entre démocratie et spiritualité. C'est à mon avis une condition de réalisation du projet démocratique dans ce qu'il a de plus ambitieux. Et notamment de la reconnaissance de la capacité de participation des plus fragiles. Etant admis que la reconnaissance implique non seulement des droits et des contrepoids, mais aussi des sentiments et de l'estime.

## L'engagement

Le type d'engagement proposé à Solidarités nouvelles face au chômage équivaut à deux heures par semaine, ce qui n'est pas négligeable, sans être écrasant. Des jeunes déjà bien engagés dans la vie active donnent ainsi de leur temps en investissant leurs compétences dans une action qui a vraiment du sens. Je ne suis pas pessimiste. Il y a dans la société civile une générosité foisonnante



**“En France, nous débattons beaucoup trop des moyens mais pas assez des finalités. (...) A l'ENA, la démonstration rationnelle est privilégiée aux dépens de la capacité à convaincre et à entraîner, ce qui aboutit à contourner la discussion la plus essentielle, celle qui porte sur les finalités.”**

mais qui, du fait de son individualisme et de sa désidéologisation, peine à s'organiser et à être entendue dans le débat public. Il faudrait créer du collectif et forger des concepts nouveaux et rassembleurs : “Le bonheur autrement” ? “La réalisation de soi” ? L'élévation plutôt que l'excitation ? La crise est l'occasion de cristalliser des éléments de changements souterrains. Reste à élaborer le plan d'ensemble et à forger le consensus autour de cette sobriété créative et solidaire. Faute de quoi nous irons vers une violente conflictualité et une société véritablement ingouvernable. Rien n'est joué, ni gagné. La responsabilité des acteurs politiques est d'expliquer, d'indiquer la voie à suivre, d'appeler à la mobilisation. En France, nous débattons beaucoup trop des moyens mais pas assez des finalités. Ce biais tient en partie je pense à la formation suivie par l'élite. A l'ENA, la démonstration rationnelle est privilégiée aux dépens de la capacité à convaincre et à entraîner, ce qui aboutit à contourner la discussion la plus essentielle, celle qui porte sur les finalités. Les Allemands me semblent plus aptes à dire ce qu'ils font, comment et

*“L'intérêt général ne doit pas mépriser les intérêts catégoriels, mais les intérêts catégoriels doivent aussi se penser en fonction de l'intérêt de tous”*

pourquoi. La France est capable de changer, mais le programme est chargé : il s'agit ni plus ni moins de réconcilier le social, l'écologique, l'économique et l'éthique, voire le spirituel. Pour y parvenir, on a besoin plus que jamais d'une réflexion qui unifie le Tout. Tant que cette vision du tout ne sera pas trouvée et donnée, les parties ne bougeront pas ou alors très difficilement. L'intérêt général ne doit pas mépriser les intérêts catégoriels, mais les intérêts catégoriels doivent aussi se penser en fonction de l'intérêt de tous, un bien commun clairement formulé dans lequel chacun puisse se reconnaître et se projeter.

## Bio express

### Engagé volontaire



Cela fait tant d'années que Jean-Baptiste de Foucauld (66 ans) arpente, infatigable, sa frêle silhouette tant dans les couloirs de l'administration que les arrière-salles de multiples associations, qu'on semble le connaître sans l'avoir jamais approché. Compagnon de la première heure de Jacques Delors - dont il présida deux ans le club “Echanges et Projet” puis “Convictions” durant les années 90 alors que son champion s'était hélas retiré - Jean-Baptiste de Foucauld, énarque (promotion 69 Jean Jaurès) n'a eu de cesse de creuser son sillon dans le social. Un domaine dans lequel il aurait pu endosser facilement le rôle de la “mauvaise conscience”. Mais pas suffisamment “grande gueule” pour accabler les autres et trop au fait des “faiblesses humaines” et des complications de la politique pour jouer véritablement du pouvoir - il a été un temps Commissaire général au Plan (entre 1992 et 1995). Jean-Baptiste de Foucauld se retrouve pleinement avec les siens à la tête de Solidarités nouvelles face au chômage ([www.snc.asso.fr](http://www.snc.asso.fr)) et de Démocratie et Spiritualité ([www.democratie-spiritualite.org](http://www.democratie-spiritualite.org)) et toujours disponible au service de l'Etat où son talent de modérateur et ses capacités d'analyse excellent à démêler les dossiers compliqués. Une façon de faire de la politique autrement ?

P.P.